

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.122/2/V
DU 5 SEPTEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 juillet 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 9 septembre 2011 ^(*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté », a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 29 juillet 2011.

Formalités préalables

Interrogé sur la question de savoir si le Ministre de la Fonction publique avait marqué son accord sur le projet, le délégué du ministre a transmis, en annexe à un courriel du 30 août 2011, le document par lequel le Ministre du Budget a marqué son accord sur le projet. Toutefois, même si c'est le même ministre qui exerce les compétences en matière de budget et de fonction publique, l'accord exprès du Ministre de la Fonction publique doit être recueilli de manière à s'assurer que c'est bien en cette qualité également qu'il a agi et que l'administration compétente en matière de fonction publique est intervenue dans l'examen du projet. Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Examen du projet

Préambule

Alinéa 1^{er}

L'arrêté en projet trouvant un fondement légal spécifique dans l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté, il n'y a pas lieu de citer également, à titre de fondement juridique, l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles¹. L'alinéa 1^{er} sera dès lors omis.

Alinéa 3

L'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant le statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, visé à l'alinéa 3, ne procure pas de fondement juridique au projet et n'est ni modifié ni abrogé par celui-ci². L'alinéa 3 sera par conséquent omis.

Alinéa 4

La même observation vaut pour l'alinéa 4, qui sera également omis.

¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.

² *Ibid.*, recommandation n° 29.

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 2)

La mention des actes abrogés ou modifiés par le projet doit précéder la mention des formalités préalables accomplies.

L'alinéa 9 devient donc l'alinéa 2.

Alinéa 3 nouveau (à ajouter)

Il y a lieu d'insérer un alinéa 3 nouveau, dans lequel sera visé l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État, cet arrêté étant modifié par l'article 2, § 2, du projet ³.

Alinéas 5 à 8 (devenant les alinéas 4 à 7)

À l'alinéa 8 (devenant l'alinéa 7), au lieu d'écrire « l'avis de l'Inspection des Finances », il convient d'écrire « l'avis de l'Inspecteur des Finances ».

Les alinéas 5 à 8 (devenant les alinéas 4 à 7) seront complétés avec les dates des avis visés ainsi qu'avec la date et le numéro du protocole du comité de secteur XV.

Les formalités accomplies seront citées dans l'ordre chronologique dans lequel elles ont été accomplies, en commençant par la plus ancienne ⁴.

Alinéa 8 nouveau (à ajouter)

L'avis du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme ayant été recueilli sur l'article 14 du projet, il est souhaitable de mentionner cet avis dans un alinéa 8 nouveau (à insérer), qui sera précédé du mot « Considérant » ⁵.

³ *Ibid.*, recommandation n° 29.

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

⁵ *Ibid.*, recommandations n°s 32 et 35.

Ministre proposant

Interrogé sur la question de savoir si le projet devait être proposé par le seul Ministre-Président qui a la Propreté publique dans ses attributions, ou également par le Ministre de la Fonction publique, le délégué du ministre a répondu comme suit :

« (...) Vu que le Ministre-Président, qui a la Propreté publique dans ses attributions, est le ministre fonctionnellement compétent pour la gestion individuelle de son personnel, l'initiative est prise par lui. (...) ».

Il convient toutefois que les arrêtés de gouvernement soient proposés par tous les ministres qui sont compétents dans les matières faisant l'objet de l'arrêté⁶. L'arrêté en projet sera dès lors proposé et signé, non seulement par le ministre-président qui a la Propreté publique dans ses attributions, mais aussi par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions .

Mention de la délibération collégiale de l'arrêté en projet

Conformément à l'article 75, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, il y a lieu d'ajouter, après la mention des ministres proposant, un alinéa rédigé comme suit⁷ :

« Après délibération, ».

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au paragraphe 1^{er} (devenant l'alinéa 1^{er}), le mot « administratif » sera omis, ce mot ne figurant pas dans l'intitulé de l'arrêté royal visé dans cette disposition.

2. Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il existe une contradiction entre les deux paragraphes de l'article 1^{er} : alors que le paragraphe 1^{er} déclare applicable au personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté (ci-après : « l'Agence »), l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt

⁶ *Ibid.*, recommandation n° 41.

⁷ *Ibid.*, recommandation n° 43 et formule F 3-9-2.

public, le paragraphe 2 ajoute l'Agence à la liste des institutions auxquelles ce même arrêté royal n'est pas applicable.

Afin de remédier à cette incohérence, le paragraphe 2 sera omis.

3. Par voie de conséquence, le signe « § 1^{er} » sera également omis.

Article 2

Il convient de rassembler dans un même article les éléments qui ont un rapport logique direct entre eux et de placer dans des articles distincts les éléments qui sont sans rapport logique direct entre eux ⁸.

Le groupement des deux paragraphes de l'article 2 dans un même article ne paraît pas justifié au regard de cette règle : le paragraphe 1^{er} a trait au régime disciplinaire des agents de l'Agence, tandis que le paragraphe 2 concerne le régime de travail à temps partiel.

Les deux paragraphes de l'article 2 feront l'objet chacun d'un article distinct.

Article 3

1. Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de d'abord définir la notion de « prestations effectuées dans des conditions particulièrement insalubres » pour ensuite préciser la nature de la compensation qui y est liée.

Les deux premiers alinéas seront répartis en trois alinéas rédigés comme suit :

« Par prestations effectuées dans des conditions particulièrement insalubres, il y a lieu d'entendre celles prestées par les membres du personnel effectivement et exclusivement affectés au travail de collecte et de traitement des déchets et ⁹ à l'entretien des véhicules de collecte.

⁸ *Ibid.*, recommandation n° 48.

⁹ Quant à l'utilisation de la conjonction « et », il appartient à l'auteur du projet de prendre position quant à savoir si les deux types de prestations doivent être cumulativement effectuées pour obtenir le bénéfice du supplément de congé ; dans la négative, la conjonction « ou » doit être utilisée.

Sont également considérées comme des prestations effectuées dans des conditions particulièrement insalubres, celles effectuées par les contrôleurs ‘recherche et verbalisation’.

Les membres du personnel effectuant les prestations visées aux alinéas 1^{er} et 2 de la présente disposition ont droit à un supplément de 5 jours de congé à prendre dans les mêmes conditions que les congés annuels de vacances ».

2. À l’alinéa 3 (devenant l’alinéa 4), il n’est pas de la compétence de l’auteur du projet de prévoir les avis du comité de concertation et du médecin du travail pour la reconnaissance d’autres prestations comme étant des prestations particulièrement insalubres¹⁰. En effet, l’établissement de ces règles s’inscrit, en ce qui concerne l’avis motivé du comité de concertation de base, dans le champ d’application de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et, pour ce qui est de l’avis du médecin du travail, dans celui de la législation sur le bien-être des travailleurs lors de l’exécution de leur travail. Or, en vertu de l’article 87, § 5 et de l’article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, le législateur fédéral est seul compétent en ces matières.

La mention de ces avis doit en conséquence être omise.

Par ailleurs, si telle est bien l’intention de l’auteur du projet, il y a lieu de préciser que c’est le Gouvernement qui décide de reconnaître des prestations comme étant également des prestations particulièrement insalubres.

Article 4

Les alinéas 1^{er} et 2 en projet règlent la question du cumul d’une activité professionnelle avec celle exercée par le membre du personnel de l’Agence en prévoyant une condition de compatibilité uniquement lorsque l’activité professionnelle permet d’en retirer un produit dont le montant est fixé par la législation en matière fiscale.

En rédigeant l’alinéa 3 comme dérogatoire au seul alinéa 2, l’auteur du projet crée une ambiguïté de nature à créer une insécurité juridique quant à la question de savoir si son intention est ou non de soumettre l’exercice d’un mandat public de nature politique à la

¹⁰ L’auteur du projet veillera à harmoniser la terminologie utilisée dans les différents alinéas de cette disposition. Dans la version française du texte, il est en effet question, à l’alinéa 1^{er}, de conditions « particulièrement insalubres », à l’alinéa 3, de conditions « spécialement insalubres » et à l’alinéa 4, de « prestations reconnues insalubres ».

condition de compatibilité énoncée à l'alinéa 1^{er} et ce, indépendamment de la condition du produit qui en est retiré.

La disposition doit être modifiée afin de lever cette ambiguïté.

Article 6

Afin de reproduire correctement l'intitulé du premier des deux arrêtés royaux du 8 janvier 1973 visés à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet, il convient de remplacer les mots « portant statut » par les mots « fixant le statut ».

Article 7

Afin de reproduire correctement l'intitulé de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 visé à l'article 7 du projet, il convient de remplacer les mots « fixant le statut pécuniaire » par les mots « portant statut pécuniaire du personnel ».

Article 10

Selon l'information fournie par le délégué du ministre, les termes « agents définitifs » figurant à l'article 10 du projet visent tant les stagiaires que les agents statutaires. Un stagiaire n'étant pas engagé à titre définitif, il convient d'omettre le mot « définitifs ».

Article 12

La règle de non-cumul prévue à l'alinéa 3 doit être complétée en précisant laquelle des deux primes est effectivement payée dans le cas où un agent remplit les conditions pour le paiement de chacune de celles-ci.

Article 14

L'article 14 prévoit l'octroi d'une prime de vie chère aux seuls membres du personnel domiciliés sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale. Invité à justifier si l'octroi d'une telle prime était compatible avec les principes d'égalité et de non-discrimination visés aux articles 10 et 11 de la Constitution, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

« Comme le prévoit l'accord sectoriel 2011-2012, il est instauré une prime de vie-chère pour les membres du personnel des Ministères et des OIP qui résident sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le coût du logement étant notoirement plus élevé au sein de la Région que dans les deux autres régions (voir infra), il convient d'instaurer une allocation spécifique visant à pallier (...) cette différence de manière à, d'une part maintenir le nombre de contribuables résidant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, améliorer la mobilité au sein de la Région en limitant la circulation causée par les navetteurs.

S'agissant alors de la conformité d'une telle prime au principe de non-discrimination, il faut rappeler que la règle constitutionnelle de l'égalité de traitement des citoyens n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes pour autant que cette différence soit justifiée objectivement et raisonnablement (voir également l'avis du Centre pour l'Égalité des Chances joint en annexe).

De même, cette même règle s'oppose à ce que des catégories de personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes au regard d'une mesure considérée soient traitées de manière identique sans justification objective et raisonnable.

Enfin, si des mesures correctrices visant à remédier à une inégalité existante sont admises, c'est pour autant 'qu'elles soient appliquées dans les seuls cas où une inégalité manifeste est constatée, que la disparition de cette inégalité soit désignée par le législateur comme un objectif à promouvoir, que les mesures soient de nature temporaire, étant destinées à disparaître dès que l'objectif visé par le législateur est atteint, et qu'elles ne restreignent pas inutilement les droits d'autrui' (Source et principe, voy. S. Delperée et A.Rasson-Roland, Droit public, la Cour d'arbitrage, Répertoire notarial, Larcier, 1996, p.193).

Par ailleurs, étant donné que le critère du domicile sur lequel repose ici l'octroi ou non de la prime en question n'est pas un critère protégé par l'article 4, 6° de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise, la mesure prévue ici ne peut pas être considérée comme une discrimination directe. La discrimination indirecte ne peut pas non plus être reconnue étant donné qu'aucune catégorie de personne protégée par ladite ordonnance n'est indirectement visée.

Dès lors, au vu des arguments résumés ici, d'un point de vue juridique, on ne peut considérer l'octroi de la prime de vie chère aux seuls agents qui résident sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale comme étant discriminatoire.

Il convient d'appuyer l'argumentation juridique par une comparaison des coûts du logement dans les trois régions du pays. À ce titre, le tableau ci-dessous reprend l'évolution du coût de l'immobilier dans les trois régions (...).

La circonstance que le domicile n'est pas un des critères de discrimination visés à l'article 4, 6°, de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise n'exclut pas que la prime en question puisse être considérée, le cas échéant, comme discriminatoire au regard des articles 10 et 11 de la Constitution. Ce risque est d'autant plus réel que le critère du domicile ne présente aucun lien logique avec la nature ou la qualité du travail accompli par les bénéficiaires de la prime.

Article 16

Invité à préciser en vertu de quelle disposition l'arrêté royal du 19 avril 1962 relatif à l'octroi d'une allocation pour l'exercice de fonctions supérieures aux agents provinciaux et communaux s'applique aux agents de l'Agence, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

« C'est un reliquat de l'Agglomération prévue dans l'arrêté du 23 mars 1995 mais cette référence pourrait être abandonnée pour des raisons de sécurité juridique dans la mesure où l'arrêté du 8 janvier 1973 visé à l'article 7 renvoie vers un autre arrêté traitant la matière (AR du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État) ».

Si, comme il semble ressortir de cette réponse, l'intention est d'omettre l'article 16 du projet, la numérotation des dispositions subséquentes du projet sera adaptée en conséquence.

Article 20 et signatures

L'article 20 sera rédigé comme suit ¹¹ :

« Art. 20. Le ministre qui a la Propreté publique dans ses attributions et le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

L'arrêté portera les signatures de ces deux ministres.

Annexe

Sous l'annexe, l'arrêté sera désigné avec sa date et son intitulé exacts.

L'annexe portera les mêmes signatures que l'arrêté auquel elle est jointe ¹².

Observation finales

1. À l'instar des articles 10 et 11, il y a lieu d'un d'écrire partout euro, qui prend en français la marque du pluriel, au lieu du code EUR ou du sigle €.

2. Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes.

¹¹ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 166 et 167 et formule F 4-7-2.

¹² *Ibid.*, recommandation n^o 172, e) et formule F 4-8-2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.122/2/V
VAN 5 SEPTEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 27 juli 2011 door de Minister-President van Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 9 september 2011 ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid”, heeft het volgende advies gegeven:

^(*) Bij e-mail van 29 juli 2011.

Voorafgaande vormvereisten

Op de vraag of de minister van Openbaar Ambt met het ontwerp had ingestand, heeft de gemachtigde van de minister, als bijlage bij een e-mail van 30 augustus 2011, het document toegestuurd waarbij de minister van Begroting met het ontwerp heeft ingestemd. Ook al is dezelfde minister bevoegd voor Begroting en Openbaar Ambt, dat neemt niet weg dat de uitdrukkelijke instemming van de minister van Openbaar Ambt moet worden verkregen, zodat men er zeker van kan zijn dat hij ook in die hoedanigheid heeft gehandeld en dat het bestuur bevoegd voor Openbaar Ambt heeft meegewerkt aan het onderzoek van het ontwerp. Er moet voor gezorgd worden dat dat voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste lid

Aangezien het ontworpen besluit specifiek rechtsgrond ontleent aan artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Nethheid, is er geen reden om ook artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen als rechtsgrond te noemen¹. Het eerste lid behoort derhalve te vervallen.

Derde lid

Het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, waarnaar in het derde lid wordt verwezen, verleent geen rechtsgrond aan het ontwerp en wordt daardoor gewijzigd noch opgeheven². Het derde lid dient bijgevolg te vervallen.

Vierde lid

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid, dat eveneens dient te vervallen.

¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 23.

² *Ibid.*, aanbeveling 29.

Negende lid (dat het tweede lid wordt)

De vermelding van de bij het ontwerp opgeheven of gewijzigde teksten moet komen vóór de vermelding van de vervulde voorafgaande vormvereisten.

Het negende lid wordt dus het tweede lid.

Nieuw derde lid (toe te voegen)

Er dient een nieuw derde lid te worden ingevoegd, waarin behoort te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, aangezien dat besluit gewijzigd wordt bij artikel 2, § 2, van het ontwerp³.

Vijfde tot achtste lid (die het vierde tot zevende lid worden)

In het achtste lid (dat het zevende lid wordt) dient te worden geschreven “het advies van de inspecteur van Financiën,” in plaats van “het advies van de Inspectie van financiën”.

Het vijfde tot achtste lid (die het vierde tot zevende lid worden) dienen te worden aangevuld met de data van de genoemde adviezen en met de datum en het nummer van het protocol van sectorcomité XV.

De vervulde vormvereisten moeten worden vermeld in chronologische volgorde, te beginnen met het vereiste dat het eerste is vervuld⁴.

Nieuw achtste lid (toe te voegen)

Aangezien het advies van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding is gevraagd over artikel 14 van het ontwerp, is het wenselijk dit advies te vermelden in een nieuw (in te voegen) achtste lid, dat dient te worden voorafgegaan door het woord “Overwegende”⁵.

³ *Ibid.*, aanbeveling 29.

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 34, b).

⁵ *Ibid.*,aanbevelingen 32 en 35.

Voordragende minister

Op de vraag of het ontwerp alleen door de minister-president bevoegd voor Openbare Nethheid moest worden voorgedragen, dan wel tevens door de minister van Openbaar Ambt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“(…) Vu que le Ministre-Président, qui a la Propreté publique dans ses attributions, est le ministre fonctionnellement compétent pour la gestion individuelle de son personnel, l’initiative est prise par lui. (...)”.

Regeringsbesluiten behoren evenwel te worden voorgedragen door alle ministers bevoegd voor de aangelegenheden waarover het besluit handelt⁶. Het ontworpen besluit dient bijgevolg niet alleen door de minister-president, die bevoegd is voor Openbare Nethheid, te worden voorgedragen en ondertekend, maar ook door de minister bevoegd voor Openbaar Ambt.

Vermelding van de collegiale beraadslaging over het ontworpen besluit

Overeenkomstig artikel 75, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, moet, na de vermelding van de voordragende ministers, een als volgt geredigeerd lid worden toegevoegd⁷:

“Na beraadslaging,”.

Dispositief

Artikel 1

1. In paragraaf 1 (die het eerste lid wordt) dient het woord “administratief” te vervallen, aangezien dit woord niet voorkomt in het opschrift van het in deze bepaling vermelde koninklijk besluit.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat er een tegenstrijdigheid bestaat tussen de twee paragrafen van artikel 1: terwijl in paragraaf 1 het

⁶ *Ibid.*, aanbeveling 41.

⁷ *Ibid.*, aanbeveling 43 en formule F 3-9-2.

koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut van toepassing wordt verklaard op het personeel van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid (hierna “het Agentschap” genoemd), wordt in paragraaf 2 het Agentschap toegevoegd aan de lijst van instellingen waarop ditzelfde koninklijk besluit niet van toepassing is.

Om deze incoherentie te verhelpen dient paragraaf 2 te vervallen.

3. Dienovereenkomstig moet het teken “§ 1” eveneens vervallen.

Artikel 2

Zaken die een rechtstreeks en logisch verband met elkaar hebben dienen te worden samengebracht in één artikel en zaken die dat niet hebben dienen in afzonderlijke artikelen te worden geplaatst⁸.

De groepering van de twee paragrafen van artikel 2 in eenzelfde artikel lijkt ten aanzien van deze regel niet verantwoord: paragraaf 1 heeft betrekking op de tuchtregeling van de personeelsleden van het Agentschap, terwijl paragraaf 2 de regeling van de deeltijdse arbeid betreft.

De twee paragrafen van artikel 2 moeten elk in een afzonderlijk artikel worden opgenomen.

Artikel 3

1. Omwille van de rechtszekerheid dient eerst het begrip “taak in bijzonder ongezonde omstandigheden” te worden omschreven, waarna de aard van de vergoeding die eraan verbonden is wordt gepreciseerd.

De eerste twee leden moeten worden ingedeeld in drie leden, luidende als volgt:

“Onder taak uitgeoefend in bijzonder ongezonde omstandigheden moet worden verstaan die welke uitgeoefend wordt door personeel dat effectief en uitsluitend bij de afvalophaling en -verwerking en⁹ bij het onderhoud van de ophaalwagens wordt ingedeeld.

⁸ *Ibid.*, aanbeveling 48.

Worden eveneens beschouwd als taken die in bijzonder ongezonde omstandigheden worden uitgeoefend, die welke uitgeoefend worden door de controleurs “opsporing en verbalisering”.

De personeelsleden die de taken uitoefenen die genoemd worden in het eerste en tweede lid van deze bepaling hebben recht op 5 bijkomende verlofdagen die te nemen zijn onder dezelfde voorwaarden als het jaarlijks vakantieverlof.

2. In het derde lid (dat het vierde lid wordt) staat het niet aan de steller van het ontwerp om de adviezen van het basisoverlegcomité en van de arbeidsgeneesheer voor te schrijven voor de erkenning van andere taken als bijzonder ongezonde taken¹⁰. Wat het met redenen omkleed advies van het basisoverlegcomité betreft, valt het opstellen van zulke regels immers binnen het toepassingsgebied van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, en, wat betreft het advies van de arbeidsgeneesheer, binnen het toepassingsgebied van de wetgeving betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. Het is evenwel zo dat krachtens artikel 87, § 5, en artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, de federale wetgever als enige bevoegd is voor die aangelegenheden.

De vermelding van die adviezen behoort derhalve te vervallen.

Overigens dient, als dit de bedoeling is van de steller van het ontwerp, te worden gepreciseerd dat het de Regering is die beslist om bepaalde prestaties te erkennen als prestaties die eveneens bijzonder ongezond zijn.

Artikel 4

In het ontworpen eerste en tweede lid wordt de cumulatie geregeld van een beroepsactiviteit met de activiteit die uitgeoefend wordt door het personeelslid van het Agentschap, waarbij alleen in een verenigbaarheidsvoorwaarde voorzien wordt indien de

⁹ Wat het gebruik van het voegwoord “en” betreft, dient de steller van het ontwerp een standpunt in te nemen om te weten of de twee soorten van taken cumulatief moeten worden uitgevoerd om het voordeel van de bijkomende verlofdagen te verkrijgen; indien dit niet het geval is, moet het voegwoord “of” worden gebruikt.

¹⁰ De steller van het ontwerp dient toe te zien op een eenvormige terminologie in de verschillende leden van deze bepaling. In de Nederlandse versie van de tekst is immers in het eerste lid sprake van “bijzonder ongezonde omstandigheden”, in het derde lid van “bijzonder ongezonde werkomstandigheden” en in het vierde lid van “als ongezond erkende prestaties”.

beroepsactiviteit een opbrengst oplevert waarvan het bedrag vastgesteld wordt door de wetgeving inzake fiscale aangelegenheden.

Door in het derde lid in een afwijking te voorzien op het tweede lid alleen, zorgt de steller van het ontwerp voor een bepaalde dubbelzinnigheid die aanleiding geeft tot rechtsonzekerheid wat betreft de vraag of hij al dan niet de bedoeling heeft om de uitoefening van een openbaar mandaat van politieke aard te onderwerpen aan de verenigbaarheidsvoorwaarde waarvan sprake in het eerste lid, ongeacht de voorwaarde betreffende de opbrengst die daaruit gehaald wordt.

De bepaling dient te worden gewijzigd teneinde die dubbelzinnigheid op te heffen.

Artikel 6

Teneinde het juiste opschrift weer te geven van de twee koninklijke besluiten van 8 januari 1973 genoemd in artikel 6, § 1, eerste lid, van het ontwerp, behoren in het eerste de woorden “houdende vaststelling” vervangen te worden door de woorden “tot vaststelling”, en in het tweede de woorden “houdende vaststelling van het geldelijk statuut” door de woorden “houdende bezoldigingsregeling”.

Artikel 7

Teneinde het juiste opschrift weer te geven van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 genoemd in artikel 7 van het ontwerp, behoren de woorden “tot vaststelling van het geldelijk statuut” vervangen te worden door de woorden “houdende bezoldigingsregeling van het personeel”.

Artikel 10

Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigde van de minister hebben de woorden “vaste personeelsleden” in artikel 10 van het ontwerp zowel betrekking op de personeelsleden op proef als op de vastbenoemde personeelsleden. Aangezien een personeelslid op proef niet benoemd is in vast dienstverband, behoort het woord “vaste” te vervallen.

Artikel 12

De regel in het derde lid, waarbij cumulatie niet wordt toegestaan, moet worden aangevuld met de precisering welke van beide premies daadwerkelijk betaald wordt wanneer een personeelslid voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor elk van beide premies.

Artikel 14

In artikel 14 wordt uitsluitend voor de personeelsleden met een woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorzien in de toekenning van een levensduurtepremie. Op de vraag of de toekenning van zo'n premie verenigbaar is met het gelijkheids- en non-discriminatiebeginsel dat gehuldigd wordt in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende antwoord gegeven:

« Comme le prévoit l'accord sectoriel 2011-2012, il est instauré une prime de vie-chère pour les membres du personnel des Ministères et des OIP qui résident sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le coût du logement étant notoirement plus élevé au sein de la Région que dans les deux autres régions (voir infra), il convient d'instaurer une allocation spécifique visant à pallier (...) cette différence de manière à, d'une part maintenir le nombre de contribuables résidant sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, améliorer la mobilité au sein de la Région en limitant la circulation causée par les navetteurs.

S'agissant alors de la conformité d'une telle prime au principe de non-discrimination, il faut rappeler que la règle constitutionnelle de l'égalité de traitement des citoyens n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre certaines catégories de personnes pour autant que cette différence soit justifiée objectivement et raisonnablement (voir également l'avis du Centre pour l'Égalité des Chances joint en annexe).

De même, cette même règle s'oppose à ce que des catégories de personnes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes au regard d'une mesure considérée soient traitées de manière identique sans justification objective et raisonnable.

Enfin, si des mesures correctrices visant à remédier à une inégalité existante sont admises, c'est pour autant 'qu'elles soient appliquées dans les seuls cas où une inégalité manifeste est constatée, que la disparition de cette inégalité soit désignée par le législateur comme un objectif à promouvoir, que les mesures soient de nature temporaire, étant destinées à disparaître dès que l'objectif visé par le législateur est atteint, et qu'elles ne restreignent pas inutilement les droits d'autrui' (Source et

principe, voy. S. Delperée et A. Rasson-Roland, Droit public, la Cour d'arbitrage, Répertoire notarial, Larcier, 1996, p.193).

Par ailleurs, étant donné que le critère du domicile sur lequel repose ici l'octroi ou non de la prime en question n'est pas un critère protégé par l'article 4, 6° de l'ordonnance du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise, la mesure prévue ici ne peut pas être considérée comme une discrimination directe. La discrimination indirecte ne peut pas non plus être reconnue étant donné qu'aucune catégorie de personne protégée par ladite ordonnance n'est indirectement visée.

Dès lors, au vu des arguments résumés ici, d'un point de vue juridique, on ne peut considérer l'octroi de la prime de vie chère aux seuls agents qui résident sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale comme étant discriminatoire.

Il convient d'appuyer l'argumentation juridique par une comparaison des coûts du logement dans les trois régions du pays. À ce titre, le tableau ci-dessous reprend l'évolution du coût de l'immobilier dans les trois régions (...) ».

De omstandigheid dat de woonplaats niet één van de discriminatiecriteria is bedoeld in artikel 4, 6°, van de ordonnantie van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteit en ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt, sluit niet uit dat de premie waarvan sprake, in voorkomend geval, beschouwd kan worden als een discriminatie in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Dat risico is des te groter daar het criterium van de woonplaats geen enkel logisch verband vertoont met de aard of de kwaliteit van het werk dat uitgevoerd wordt door de premieverkrijgers.

Artikel 16

Op de vraag krachtens welke bepaling het koninklijk besluit van 19 april 1962 betreffende de toekenning van een toelage wegens uitoefening van hogere functies aan het provinciaal en gemeentelijk personeel van toepassing is op de personeelsleden van het Agentschap, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

« C'est un reliquat de l'Agglomération prévue dans l'arrêté du 23 mars 1995 mais cette référence pourrait être abandonnée pour des raisons de sécurité juridique dans la mesure où l'arrêté du 8 janvier 1973 visé à l'article 7 renvoie vers un autre arrêté traitant la matière (AR du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'État) ».

Indien het de bedoeling is om, zoals lijkt voort te vloeien uit het voorgaande antwoord, artikel 16 van het ontwerp te schrappen, dient de nummering van de daaropvolgende bepalingen van het ontwerp dienovereenkomstig te worden aangepast.

Artikel 20 en ondertekeningen

Artikel 20 dient gesteld te worden als volgt¹¹:

“Art. 20. De minister bevoegd voor Openbare Netheid en de minister bevoegd voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit”.

Het besluit dient door deze twee ministers te worden ondertekend.

Bijlage

Onderaan de bijlage behoort naar het besluit te worden verwezen met de vermelding van de exacte datum en opschrift ervan.

De bijlage behoort te worden ondertekend door dezelfde personen als het besluit waarbij ze gevoegd is¹².

Slotopmerkingen

1. In navolging van artikel 10 behoort overal euro geschreven te worden in plaats van de code EUR of het symbool €.

2. De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.

¹¹ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 166 en 167 en formule F 4-7-2.

¹² *Ibid.*, aanbeveling. 172, e) en formule F 4-8-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS